

HAUSEUX, Grégoire.

Verviers (prov. Liège, arr. Verviers), 10 août 1884 – Verviers, 12 novembre 1955. Avocat, militant démocrate chrétien.

GH naît dans une famille démocrate chrétienne : lors des premiers pas de ce courant politique et syndical à Verviers dans les années 1890, son père assure la gestion du magasin coopératif « L'Épargne » que l'UDC (Union démocratique chrétienne) de Verviers ouvre au n° 22 de la rue de Heusy en mars 1893. Cet organisme disparaît sans doute dans la fouée du discrédit jeté sur la démocratie chrétienne verviétoise après son union en 1894 et 1895 avec les catholiques conservateurs pour les premières élections (législatives puis communales) au suffrage universel.

Ayant achevé des études d'avocat, GH s'inscrit au barreau de Verviers en octobre 1907, et y restera actif jusqu'à son décès. Il s'investit dans la vie politique communale dès l'année suivante, au sein de l'Association catholique, en prenant la parole dans des meetings, mais, à l'exception des questions religieuses et scolaires (thèmes sur lesquels il est intransigeant et qui l'amèneront à être un adversaire farouche du cartel électoral libéral socialiste en 1912), il se sent beaucoup plus proche des préoccupations sociales du Parti Ouvrier que de ses coreligionnaires, souvent conservateurs.

Le 1^{er} avril 1919, lors de la reparution des quatre quotidiens verviétois au lendemain de leur éclipse durant la première occupation, le Conseil d'administration du journal catholique *Le Courrier du Soir* lui confie le poste de rédacteur en chef politique de ce dernier. Il n'abandonne pas pour autant ses activités d'avocat, la direction du journal étant assurée conjointement avec lui par Joseph Bronckart, nettement plus en phase avec le caractère très conservateur des administrateurs de la feuille. GH fournit quasi quotidiennement un éditorial politique au *Courrier*, mais dès 1920 les opinions plus progressistes qu'il y émet lui valent des tensions avec son collègue Bronckart comme avec ses administrateurs, dont la plupart sont aussi dirigeants de l'Association catholique – dont GH a aussi accepté d'assurer le secrétariat général.

Cette incompatibilité tant en matière politique que sociale réussit curieusement à perdurer durant plusieurs années mais l'inévitable rupture se produit en 1926, lorsqu'il est question à l'Association catholique d'un projet (avorté) de liste de cartel électoral libéral-catholique contre le POB et le PCB, en 1926. Opposés à ce projet, les démocrates chrétiens se retirent de l'Association catholique, et GH démissionne de surcroît, le 3 septembre, de son poste de rédacteur en chef du *Courrier du Soir*. Il mène une liste démocrate chrétienne aux élections et est élu au Conseil communal en même temps que Mathieu Jason. Réélu plusieurs fois par la suite, GH siège au Conseil communal verviétois durant douze ans, de janvier 1927 à fin 1938 ; il renonce à se représenter en octobre de cette dernière année.

Au Conseil, excepté toujours sur les questions scolaires (il est un farouche militant de l'enseignement libre, et vice-président de la Fédération verviétoise des Ecoles catholiques en 1940) et religieuses (c'est un catholique profondément sincère), il joint très souvent sa voix à celles des élus socialistes et communistes contre les membres libéraux ou catholiques conservateurs du Collège. Les socialistes le considèrent quasiment comme un des leurs, et font son éloge dans leur journal *Le Travail*. En octobre 1935, GH accepte de prendre la parole dans le premier grand meeting verviétois du « Front populaire antifasciste » (en compagnie des socialistes Léonard Ohn* et Isabelle Blume* et des communistes Julien Lahaut* et Joseph Leemans*) , ce qui lui vaut durant plusieurs mois des tensions jusque dans les rangs du mouvement ouvrier chrétien, puisque les organisations de ce dernier se sont vues interdire d'adhérer au Front populaire. Le président national de la CSC, Henri Pauwels, écrit en juin 1936 à l'abbé verviétois Vaessen : « il importe de nous désolidariser de M. Hauseux, et de faire connaître cette désolidarisation ».

GH, qui n'a cessé d'être une des figures de proue du barreau de Verviers qu'il fréquente depuis plus de trente ans (et dont il sera élu et réélu bâtonnier, pour la troisième fois à la presque unanimité en septembre 1939), assure en avril 1940 la défense du militant communiste Jean Lambert (le frère du conseiller communal du PCB Henri Lambert), arrêté en mars pour avoir diffusé des tracts communistes en dépit de l'interdiction de la diffusion de la presse communiste en vigueur depuis fin novembre 1939 et le pacte Berlin/Moscou.

Durant la seconde guerre mondiale, l'avocat démocrate chrétien défend plusieurs fois au Tribunal des résistants (souvent dans l'orbite du Front de l'Indépendance), qu'il s'efforce de faire passer pour des droits-communs. Soutenant discrètement la résistance, il héberge chez lui, vers 1941-42, des résistants communistes bruxellois entrés dans la clandestinité : l'avocat Albert Depelsenaire (membre des Partisans Armés) et le docteur Charles Tenzer (qui dirigera le Front de l'Indépendance à Verviers puis à Charleroi).

A la Libération, l'aura de GH dans les milieux de gauche est intacte et sa figure fait l'unanimité : les tensions et la confusion sont telles entre socialistes et communistes à ce moment dans la région verviétoise que c'est lui qui est invité à prononcer le discours du 1^{er} Mai 1945 à Verviers ! GH soutient alors le nouvel essai d'un parti démocratique chrétien, avec la création de l'UDB (Union Démocratique Belge) : sans se porter lui-même candidat, il contribue à l'élection de Louis Bertholet, seul conseiller communal UDB élu à Verviers (et dans tout le pays ..) au scrutin communal d'octobre 1946, dont la présence au Conseil permettra de justesse l'installation d'une majorité de gauche (la seule de l'histoire politique verviétoise) associant les élus PSB, PCB et UDB sous la direction du leader socialiste Alexandre Duchesnes*.

Jusqu'à son décès, GH assure la défense des intérêts des membres d'une « Fédération des Invalides du Travail et de la paix » dont il est le président d'honneur. Marié, il a eu un fils, Hubert, devenu également avocat. GH meurt d'une crise cardiaque, en rue, alors qu'il quitte le Palais de Justice pour regagner son cabinet d'avocats rue de la Banque.

SOURCES : Note biographique inédite de 2013 et documents (lettres à GH) transmis par Jacques WYNANTS ; *Le Jour et Le Travail*, 12 novembre 1955 ; BOTTERMAN, X., *Histoire du mouvement communiste verviétois 1919-1940*, Bruxelles, Carcob, 2009 ; HELLE, *Silhouettes et profils verviétois*, Verviers, Le Travail, 1937 ; WYNANTS, J., *Les origines de la démocratie chrétienne à Verviers*, Bruxelles, La Pensée catholique, 1960.